

MOTION AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le vote du budget à l'ordre du jour ce soir est toujours l'occasion d'évoquer dans cette Assemblée la situation économique et sociale et l'impact qu'auront les décisions prises sur cette dernière.

Cette année comment ne pas évoquer le mouvement des gilets jaunes, son soutien populaire, ses revendications qui secouent notre pays depuis plus de quatre semaines.

Que disent les gilets jaunes et notamment ceux rencontrés sur le rond-point de l'Europe. Ils disent leur volonté de vivre décemment de leur travail, les difficultés, les privations dès le quinze du mois. Ils disent leur sentiment d'abandon, les services publics de proximité supprimés, inaccessibles. Ils disent aussi leur défiance face à des institutions, des formations politiques, des corps intermédiaires ignorés par le pouvoir.

Ils revendiquent une augmentation des salaires, des pensions. Ils ne sont pas contre l'impôt mais ils revendiquent des impôts justes appelant à la solidarité des plus riches pour répondre aux urgences climatiques. Ils veulent l'abandon de la hausse de CSG pour les retraités et un accès à la santé pour tous.

Qu'ont-ils entendus depuis des semaines ? Un Président de la République qui les snobe, Un gouvernement qui se refuse à leur donner satisfaction. Certes l'ampleur du mouvement a conduit le premier Ministre à faire un pas de côté avec l'annulation pour 2019 de la taxe supplémentaire sur les carburants, des tarifs réglementés du Gaz et de l'électricité, avec le report du contrôle technique plus onéreux.

Mais comment de telles mesures pourraient-elles suffire quand aujourd'hui, 9 millions de nos concitoyens survivent sous le seuil de pauvreté et que des millions d'autres vivent dans la précarité.

A l'heure où se réunit notre conseil communautaire, Le chef de l'État parle enfin au peuple de France. Sans des mesures fortes sur les salaires et les pensions, sans le retour de l'ISF et une fiscalité plus juste, la situation ne pourra revenir au calme, au dialogue.

Dans cette situation quelles initiatives pourrait prendre notre conseil communautaire. D'abord à l'instar d'initiatives prises par des élus des communes rurales ou péri-urbaines, la communauté pourrait ouvrir ses portes ou inciter les communes adhérentes à ouvrir les leurs pour recueillir les doléances de nos concitoyens.

Ensuite, au regard de la première des revendications qui est le pouvoir d'achat, nous vous demandons d'étudier sérieusement notre proposition de gratuité d'usage des transports dans notre agglomération.

Melun, le lundi 10 décembre.